

J.A. 1820 Montreux 1

TRIBUNE
DE

CAUX

Paraît tous les 15 jours

Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25366

Fr. 0.70

6 janvier 1967 2^e année N° 1

Au seuil de 1967, M. Jean Rey évoque
la responsabilité
de l'Europe dans
le monde



M. Jean Rey,
membre de la Commission exécutive
du Marché commun.

Ce que femme veut...

Que faites-vous quand vous avez besoin d'argent? Evidemment cela dépend pourquoi, et je ne parle pas de l'achat d'une mini-jupe ni des factures de fin de mois, mais des fonds pour une cause qui vous tient à cœur.

J'ai entendu parler d'une dame qui avait trouvé en un dimanche de décembre plus d'un million de cruzeiros brésiliens (environ 2000 francs suisses) et je lui ai demandé son secret. M^{me} Lima n'a rien d'une millionnaire. C'est une petite femme brune, gaie, vive comme on sait l'être en pays latin. Elle habite à Rio de Janeiro dans une de ces immenses bâtisses où logent les familles des dockers. En effet, son mari conduit une grue dans le port.

Les dockers brésiliens ont dû se serrer la ceinture au cours des derniers mois. Sous le régime Goulart, ils avaient eu la part belle, car le gouvernement avait essayé de se les attacher en les comblant d'avantages matériels — exagérés, reconnaissaient-ils eux-mêmes. Après la révolution, les salaires des dockers furent d'un seul coup diminués de moitié sous le prétexte d'être alignés avec ceux des autres corps de métier.

« Oui, j'ai récolté un million en un jour, me répondit M^{me} Lima, et beaucoup plus auparavant. Mais je ne suis pas seule; nous sommes six qui habitons ces bâtiments et nous nous y sommes mis ensemble.

» Vous savez qu'il y a eu ces dernières années une transformation complète dans le port, où le chapardage, les pots de vin, les bagarres ont disparu grâce au changement d'un, puis deux, trois et beaucoup d'hommes. Nous voulions que cette révolution gagne l'Amérique latine et, pour former des chefs dans cet esprit, nous avons pensé qu'il faudrait créer un centre de formation. Et nous, qui sommes femmes de dockers et avons vu cela de près, nous nous sentons responsables de trouver l'argent nécessaire. Toutes les six, nous nous rencontrons le matin pour voir ensemble comment faire. C'est ainsi que nous avons eu l'idée d'organiser un gigantesque « churasco » (repas de grillades en plein air).

» Mais évidemment, pour que l'argent récolté serve à la construction du centre, il fallait nous procurer la nourriture gratuitement. Cela a été toute une aventure. Que ce soit pour obtenir la viande ou un chargement de bouteilles de Coca-Cola, il a fallu que nous allions droit

aux têtes, en téléphonant jusqu'à ce que nous ayons les rendez-vous! Nous avons vu par exemple celui qui est responsable dans le gouvernement de la répartition alimentaire pour tout le Brésil. Il nous a donné deux bœufs entiers — livrés à domicile dans un camion frigorifique!

» Ainsi, quand le grand jour est arrivé, nous n'avions rien déboursé et non seulement les cinq cents entrées vendues représentaient un bénéfice net, mais beaucoup des participants ont encore contribué après le repas, plusieurs nous donnant même leurs bijoux de prix. La construction du centre, situé près de Petropolis, a pu commencer.

» Nous nous sommes alors occupés de chercher ce qu'il fallait pour le meubler et y vivre, allant dans les magasins et les entreprises jusqu'à ce que nous ayons le nécessaire — du mobilier aux casseroles. Des étudiants, de jeunes ouvriers s'y sont mis également et des femmes d'industriels bien connus ont commencé à aller voir les directeurs des grandes banques pour obtenir leurs contributions. Pour la dernière échéance de la construction, en décembre, nous avons refait un « churasco », mais en plus grand encore. C'est ce jour-là que nous avons récolté plus d'un million.

— Vous n'avez pas peur d'aller ainsi frapper à la porte d'un préfet ou d'un industriel que vous ne connaissez pas?

— Pourquoi est-ce que j'aurais peur, puisque ce n'est pas pour moi que je demande quelque chose. Ce n'est pas difficile quand on se sent responsable et qu'on a le feu sacré.

— Mais d'où vous est venu ce feu sacré?

— Autrefois, ma maison était mon monde — et un monde bien plein de disputes! Mon mari était terriblement amer. A quatre ans il avait perdu son père et sa famille était si misérable que cinq de ses frères et sœurs étaient morts de faim en bas âge. Nous vivions ensemble depuis neuf ans et nous avions un petit garçon, Riccardo. Mais nous n'étions mariés ni devant la loi ni devant Dieu. J'aurais voulu qu'il m'épouse pour avoir une sécurité, lui voulait garder sa liberté car il cherchait par tous les moyens à se venger de la société.

» Puis il est allé avec une délégation de dockers à une conférence à Caux et j'ai vu à son retour qu'il avait retrouvé sa destinée d'homme. Nous avons tous les deux pris un

La recette de Silvia

FIGURES A L'IMPERATRICE

Achetez un paquet de belles figues. Mettez-les dans une passoire au-dessus d'une casserole d'eau bouillante et laissez-les gonfler à la vapeur légère.

Pendant qu'elles gonflent, préparez des amandes. Pour les éplucher, mettez-les dans de l'eau bouillante quelques secondes, ce qui facilite l'opération.

Pilez ensuite les amandes, mais sans les réduire en poudre.

Mélangez les amandes avec du miel.

Quand les figues sont bien gonflées et refroidies, les fendre sur le dessous (du côté opposé à la queue) et les farcir avec le mélange.

Les placer dans un plat à gratin les unes à côté des autres et les recouvrir aux trois quarts seulement de vin rouge de bonne qualité.

Mettre le plat à four doux et laisser cuire jusqu'à ce que le vin soit réduit de moitié.

Servir tiède avec de la crème fouettée non sucrée.

AUX HABITANTS D'AIGLE

Pour la quatrième fois, la **TRIBUNE DE CAUX** est distribuée dans tous les foyers d'Aigle et ses rédacteurs se réjouissent du contact établi avec la population de cette ville vaudoise si active. Un bulletin de versement est joint à ce numéro pour permettre à tous ceux qui le désirent de s'abonner au journal. Nous les en remercions d'avance. Prix de l'abonnement : Fr. 15.— par an.

nouveau départ et avons commencé à voir le monde de façon toute différente. Par la suite nous nous sommes aussi mariés à l'église. C'est parce que nous avons vécu cela et parce que je sais qu'il y a des milliers de familles comme la mienne que je me bats pour trouver cet argent. Notre centre n'est encore qu'un bébé qui a besoin de vitamines pour grandir, mais je crois qu'il permettra à l'Amérique latine de s'unir et d'avoir quelque chose à donner au monde.»

JACQUELINE

Le spécialiste du vêtement féminin

La maison du **Tricot** SA

Lingerie
Confection
Jersey

Lausanne, Genève, Neuchâtel, Zurich, La Chaux-de-Fonds, Fribourg

Les grandes tâches de 1967

Au seuil de 1967, exprimons clairement ici les objectifs que la **Tribune de Caux** et le Réarmement moral entendent poursuivre inlassablement pendant cette année :

Promouvoir une société qui réponde aux besoins de l'Est et de l'Ouest

1966 s'est terminé sous le signe des relations nouvelles qui s'établissent entre le monde occidental d'une part, l'URSS et les pays de l'Est d'autre part. Inutile de rappeler les événements politiques qui ont marqué cette évolution. Que le bilan de celle-ci soit positif dépend essentiellement du contenu qu'on saura lui donner.

Donner un nouvel élan à l'action commune des peuples européens

Le premier janvier 1967 est une date importante pour l'Europe. Elle voit l'entrée en vigueur du Marché commun des fruits et légumes entre pays de la CEE et la formation d'un libre marché des produits industriels au sein de l'AELE. Cependant, on est forcé de constater que le fossé entre les Six et les Sept reste entier. Le combler est l'une des tâches prioritaires de 1967.

Rappelons à ce propos ce que disait à Caux il y a exactement un an M. Bruno Kreisky, alors ministre autrichien des Affaires étrangères : « Si l'on ne parvient pas à combler le fossé qui sépare les deux grands blocs économiques de l'Europe occidentale, celle-ci ira au-devant de grandes difficultés qui affaibliront sa posi-

tion. En revanche, si elle parvient à trouver une forme de coopération, l'Europe démocratique recevra des forces nouvelles et pourra se présenter devant le monde avec une autorité jamais connue jusqu'ici. »

Forger l'avenir de l'Afrique

Si l'Afrique cherche de plus en plus à suivre sa propre voie — ce qui est bien naturel — si elle s'efforce d'éviter les embûches qui résultent pour elle de la lutte d'influence entre les grandes puissances, si en Europe le débat ouvert par le « cartiérisme » est loin d'être terminé, il n'en reste pas moins que notre continent garde à l'égard de l'Afrique une responsabilité entière.

Il ne s'agit pas de préserver les vestiges du passé, ni seulement d'envoyer hommes et argent dans le cadre de l'aide technique, mais beaucoup plus de coopérer sur une base d'égalité à la construction de l'Afrique de demain.

Comblent le fossé entre pays industrialisés et le tiers monde

Le dossier des relations entre les deux groupes de nations est plus lourd que jamais. Les travaux d'experts comme les programmes tracés par les organismes internationaux mettent un fait en évidence : on ne pourra jamais résoudre le problème du sous-développement sans une transformation radicale des motivations de l'économie mondiale. Cela présuppose une révolution dans l'état d'esprit des hommes qui dé-

tiennent en leurs mains les rênes de l'industrie et du commerce.

Certes, plus d'un lecteur nous dira : « Il y a d'autres tâches à accomplir ! » C'est bien vrai. Parmi d'autres, on pourrait citer le problème rhodésien, qui pèse de tout son poids sur l'avenir de l'Afrique et du Commonwealth, et celui du Vietnam, où se poursuit une guerre tragique. A l'heure où S. S. Paul VI et U Thant n'hésitent pas à mettre leur prestige dans la balance pour tenter de jeter les bases d'une paix honorable, d'autres voix s'élèvent pour demander au contraire une conduite « plus dure » de la guerre et l'écrasement du Nord-Vietnam sous les bombes. A notre avis, de tels propos rendent encore plus difficile la tâche des hommes d'Etat — y compris celle du président Johnson — qui essaient de trouver une solution à ce problème. En même temps, ils ne servent qu'à diviser les Etats-Unis du reste du monde.

En juin 1956, quelques semaines à peine avant l'affaire de Suez, Frank Buchman déclarait à Londres : « La ligne de bataille est située à présent dans le monde entre les nations qui pensent et celles qui se refusent à penser. »

Au seuil de 1967, on pourrait bien renouveler cet avertissement à l'adresse de chaque peuple et de chaque homme. Jamais les occasions de sortir le monde de ses contradictions n'ont été si proches de la main des hommes. Jamais non plus les dangers n'ont été aussi grands. 1967 sera ce que nous décidons d'en faire. Le choix est clair.

Tous nos vœux, Monsieur le Président !



Ringier
Le président de la Confédération, M. Roger Bonvin, grand sportif, a le sourire. Puisse-t-il le garder tout au long de l'année en gérant nos finances fédérales...

Le 1^{er} janvier voit chaque année la Confédération suisse changer de président.

1967 est à marquer d'une pierre blanche parce que, pour la première fois, un Valaisan accède à la magistrature suprême.

M. Bonvin est ingénieur de formation ; il connaît admirablement son canton, qu'il a parcouru par monts et par vaux quand il travaillait à la construction des grands barrages hydro-électriques. Dans ses fonctions civiles comme dans l'armée, où il a commandé notamment le régiment valaisan, il s'est fait apprécier par son sens profond de ce qui est humain ; chacun s'accorde à lui reconnaître l'art de susciter une chaleureuse sympathie.

Entré au Conseil fédéral, M. Bonvin y prit la responsabilité des finances. Peu après, dans un discours, il eut l'audace de dénoncer l'extension de la fraude fiscale en Suisse. Ce fut un beau scandale ! Dans certains milieux, on en voulut au magistrat d'avoir levé le voile sur un aspect peu reluisant de la vie helvétique.

Au moment où M. Bonvin commence à exercer la présidence du Conseil fédéral, nous exprimons le vœu qu'il conserve toujours l'audace toute valaisanne qui le caractérise et qu'il n'hésite jamais à placer les Suisses devant la réalité. Le peuple tout entier lui en saura gré.

Le chef de presse du Département militaire fédéral à Caux

Au cours d'un brillant exposé sur « La Suisse et la défense de l'Europe », le chef de presse du Département militaire fédéral, le colonel Kurz, a dressé l'historique de la politique de neutralité armée de la Confédération suisse. Il s'est attaché à montrer que depuis le Traité de Vienne jusqu'à la dernière guerre, la neutralité avait un sens bien précis : il s'agissait d'interdire aux puissances européennes l'accès du territoire suisse qui assure à son possesseur le contrôle des grands passages des Alpes. En contrepartie de la garantie du respect de cette neutralité, les grandes puissances imposaient à la Suisse l'obligation de la défendre par les armes et de la faire respecter. La politique militaire de la Confédération a donc toujours été dictée par cet impératif de décourager l'adversaire possible par une puissance de feu considérable et une volonté de résistance à toute épreuve.

Avec l'établissement de l'équilibre de la terreur entre les grandes puissances, la signification stratégique de la neutralité suisse a diminué. « Sa valeur aujourd'hui, affirma l'officier suisse, réside de plus en plus dans le domaine de la solidarité internationale et de l'humanitarisme, des bons offices, de la garantie d'armistice ; car une puissance qui se tient en dehors des conflits auxquels elle n'est pas partie peut rendre des services qu'aucun autre pays ne peut rendre. »

La responsabilité de l'Europe dans le monde

L'exposé de M. Jean Rey

L'EUROPE, pour l'instant, ne se porte pas mal, même si elle a des problèmes considérables. Elle est sortie de la crise violente qu'elle a connue en 1965-66 et a retrouvé très rapidement son rythme de travail et de décision dans le courant de l'année qui vient de se terminer. Dans une large mesure, on a parachévé les décisions qui s'appliquent à la politique agricole, à l'union douanière et aux offres que l'Europe présente dans les négociations du « Kennedy Round ».

A la dernière session de décembre, les ministres responsables du développement de l'économie européenne ont souligné unanimement leur volonté de réaliser maintenant l'intégration fiscale.

La réalisation, dans 18 mois, de l'union douanière permettra de faire des progrès décisifs dans le domaine de la politique commerciale commune.

M. Jean Rey a salué « l'excellente santé » et les progrès de l'AELE, qui est une organisation sœur et non pas une organisation rivale. Ce qui importe à présent, c'est la vie progressive commune de l'Europe, la marche vers l'intégration qui est maintenant un but commun. Sans vouloir entrer dans les détails, le principal problème est de réussir à rassembler dans un seul organisme les six pays du Marché commun et les sept pays de l'AELE. A cet égard, les démarches entreprises par la Grande-Bretagne pour son association à la CEE sont encourageantes. Elles montrent que les idées ont beaucoup progressé. On sera beaucoup moins dogmatique maintenant que précédemment. Lors des visites officielles que MM. Wilson et Brown vont entreprendre dans les capitales du Marché commun, ils ne trouveront nulle part la porte fermée. Tout le monde se rend compte que le moment est venu d'entreprendre de nouveaux efforts.

POURQUOI L'EUROPE A-T-ELLE DES RESPONSABILITÉS PARTICULIÈRES ?

1. Les pays du Marché commun forment déjà le plus grand ensemble commerçant du monde. Leur commerce extérieur est plus important, en volume et en valeur, que celui des Etats-Unis eux-mêmes. Ils sont donc les plus grands

Pour entendre M. Jean Rey, membre de la Commission exécutive du Marché commun et ancien ministre des Affaires économiques de Belgique, de nombreuses personnalités des milieux industriels et économiques de l'Europe s'étaient déplacées à Caux. Parmi l'assemblée de 600 personnes, on relevait notamment la présence de M. de Precigout, président de l'Union textile française, et de M. Oswald Morand, représentant du Département politique fédéral. Voici un résumé du passionnant exposé prononcé par le ministre belge.

importateurs de matières premières venant des pays en voie de développement.

2. C'est en Europe que sont nées les grandes idées de démocratie politique, de liberté individuelle et de justice sociale. Elle a donc la responsabilité de continuer à travailler avec une énergie particulière à ces grands idéaux.

3. Le monde entier est en train de s'organiser à l'échelle des continents, après avoir cherché longtemps à s'organiser à l'échelle des nations. En Europe, le choc des Etats nationalistes a déclenché deux guerres mondiales. A la fin de la deuxième, des prophètes se sont levés : Frank Buchman, Winston Churchill, Adenauer, de Gasperi, Spaak, et d'autres, qui se rendaient compte que le moment était venu de tourner la page sur les guerres civiles qui avaient ensanglanté notre continent pendant cinq siècles. Ce mouvement est irréversible.

DANS QUELLES DIRECTIONS DEVONS-NOUS AGIR ?

1. Travailler à l'indépendance de l'Europe et au *partnership* atlantique. Ces deux idées doivent être reliées. L'intégration permettra à l'Europe de traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis, non seulement dans le domaine des échanges où cette égalité est déjà réalisée, mais aussi dans les autres domaines, spécialement le domaine monétaire. Il s'agit également d'accorder les politiques d'aide au tiers monde qui ne sont actuellement pas les mêmes à Washington et en Europe.

2. Travailler à la détente Est-Ouest. Même s'il serait dangereux de se méprendre sur la longueur du chemin à parcourir dans ce domaine, il n'y a aucune raison de douter de la sincérité de coexistence pacifique du gouvernement soviétique et de ceux de l'Europe orientale.

3. Accomplir des progrès plus rapides dans l'aide aux pays en voie de développement. Si les pays de la CEE ont tendance à avoir bonne conscience dans ce domaine et brandissent facilement la convention d'association passée entre l'Europe et les anciennes colonies européennes en Afrique, il n'en reste pas moins que ce qui a été fait est insuffisant. Les autres continents disent à l'Europe : « Pourquoi réservez-vous vos faveurs aux pays africains ? » Les mécanismes préférentiels devraient être étendus à tous les pays en voie de développement. Ce serait un pas considérable dans la bonne direction.

CONTRE QUOI FAUT-IL COMBATTRE ?

M. Jean Rey n'a pas caché son appréhension devant la montée du nationalisme en Europe. Sans vouloir stigmatiser tel ou tel pays, on constate qu'il s'agit d'un phénomène général. Prenant l'exemple de son propre pays, la Belgique, le ministre voit dans les querelles linguistiques un symptôme inquiétant de cette maladie.

En 1907, l'empereur Guillaume II était allé à La Haye pour défendre la thèse qu'un grand pays ne peut pas être soumis à l'arbitrage. Or, soixante ans plus tard, on semble revenir dans certains domaines aux mêmes thèses. Pourquoi des intérêts nationaux ne devraient-ils pas être soumis à des règles communautaires et céder le pas à des décisions prises en commun ? On n'a pas le droit, après deux guerres mondiales, de revenir en arrière.

Ce sont les idées qui mènent le monde, et non pas les intérêts. Les grandes transformations de la société industrielle sont le fait d'idées. « Nous ne doutons donc pas, a conclu M. Rey, que l'Europe ne parachève son unité et son intégration. Il s'agit là aussi d'une grande idée, une idée qui est en marche et que rien ne pourra arrêter ».

M. Rey répond aux questions de son auditoire

— Pourriez-vous nous dire ce que les pays du Marché commun et les autres pourraient faire pour les pays en voie de développement, en plus de la réduction des tarifs douaniers ?

— Cette réduction est une chose importante dont il convient de ne pas parler à la légère. Beaucoup de pays en voie de développement avaient été choqués des préférences tarifaires consenties aux pays associés à notre communauté par le Traité de Rome. Lors de la convention de Yaoundé, cinq ans plus tard, nous avons diminué de façon sensible la protection tarifaire de certains produits tropicaux.

Ainsi, nous avons réduit de 40 % la protection sur le café, pour aider la Colombie et le Brésil ; réduit à zéro le tarif sur le thé, dans l'intérêt de l'Inde et de Ceylan ; réduit également à zéro les tarifs sur les bois tropicaux, pour en faire bénéficier le Nigeria et le Ghana.

En second lieu, je crois que nous allons aboutir, en ce qui concerne les méthodes de développement, à une position commune, alors que, lors de la conférence de l'UNCTAD en 1964, trois thèses différentes avaient été développées à Genève par les Etats-Unis, la Communauté et la Grande-Bretagne. La troisième nous ayant finalement paru la plus pratique

et la plus raisonnable, nous allons l'adopter en 1967.

Tout cela ne suffit pas. Il faut continuer la politique poursuivie actuellement au sein de l'UNCTAD qui prévoit un ensemble de programmes très ambitieux dont une partie devrait être réalisée au cours de ces prochaines années.

— Dans quelle mesure les pays en voie de développement pourraient-ils être traités sur un pied d'égalité par la CEE ?

— Nous sommes sur la bonne voie. Avec les Africains, notre association se fait sur un pied



La discussion qui suivit l'exposé de M. Rey dans le grand hall de Caux fut fort animée.

Photo A. Strong

d'égalité. Certes, la puissance économique de leurs pays n'est évidemment pas la même que la nôtre. Mais c'est par voie de négociations entre pays libres que nous coopérons avec eux. De même, nous consultons régulièrement tous les pays latino-américains qui ont une représentation à Bruxelles. Actuellement, nous entretenons des relations régulières avec environ soixante-quinze pays en voie de développement.

— **Pensez-vous qu'une coopération économique soit suffisante ? Ne devrions-nous pas travailler aussi à l'établissement d'un gouvernement européen ?**

— Je réponds oui tout de suite. Il est tout à fait clair que ce n'est pas uniquement dans le domaine de l'économie qu'on résoudra les problèmes de l'intégration politique de notre continent. Dans l'opinion de ceux qui ont rédigé le Traité de Rome, les mécanismes de la Communauté étaient, sont et restent des mécanismes politiques. J'entends par là ceux qui sont à la base d'institutions prévoyant des politiques communes, un Conseil des ministres, une commission, un parlement et une cour de justice, bref tout un ensemble dont le rôle est d'aider la construction politique de l'Europe.

— **Vous avez dit que le Marché commun et l'AELE n'étaient pas des entreprises concurrentes mais sœurs. Pensez-vous que le rapprochement entre ces deux organismes ait beaucoup de chances d'aboutir ?**

— Dans l'immédiat, nous devons assurer la réussite du « Kennedy Round » et notamment de sa partie européenne. Nous avons beaucoup négocié avec l'un des principaux Etats européens, la Confédération suisse, et sur ce point nous ne sommes, ni les uns ni les autres, complètement satisfaits du chemin parcouru, bien que celui-ci ait été considérable.

Mais quand le « Kennedy Round » sera terminé, espérons-le par un succès, cela n'aura

réglé qu'une partie des problèmes de l'existence de nos deux organisations. Pendant longtemps, on a parlé de « jeter un pont » entre elles. Depuis lors, cette idée ayant été creusée, on s'est aperçu que les principes de ces deux organismes étaient trop différents pour qu'on puisse les rassembler de cette façon. Nous pensons donc que la solution réside dans l'ouverture du Marché commun et l'intégration de l'ensemble dans une organisation unique avec des formules naturellement différentes, car les Etats sont différents.

— **Que pouvez-vous nous dire sur les négociations qui sont menées entre l'Autriche et le Marché commun ?**

— L'Autriche a eu le courage politique de continuer à affirmer sa volonté de négocier avec le Marché commun, malgré toutes sortes de difficultés. Les négociations sont en cours. Notre sentiment commun est qu'elles vont aboutir en 1967, non sans peine, parce que nous devons trouver une base d'accord et réconcilier deux idées différentes : nos amis autrichiens, parce qu'ils ont l'intention de respecter le traité d'Etat qui est un des éléments de leur neutralité, veulent conserver le maximum de liberté de mouvement possible. De notre côté, nous pensons qu'ils doivent accepter, non pas un maximum, mais un minimum de politique commune. C'est entre ces deux extrêmes que se trouve la solution. Les autres problèmes d'ordre économique sont faciles à résoudre. Mais la question est difficile et délicate, d'autant plus que l'Autriche est prise entre les pressions de l'Est et son désir de s'entendre avec nous.

— **Certains disent qu'en cherchant à entrer dans le Marché commun, la Grande-Bretagne recherche plus la sauvegarde de ses propres intérêts que ceux du Commonwealth. L'intégration aurait certainement des effets sur les exportations de laine et de viande d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Qu'en pensez-vous ?**

— L'intérêt que le gouvernement de Londres a toujours témoigné au Commonwealth dans le passé permet de penser qu'il n'est nullement dans les intentions de la Grande-Bretagne de liquider celui-ci pour servir ses intérêts propres. En outre, la réaction du Commonwealth a été précédemment positive. Ni les Austra-

liens ni les Néo-Zélandais n'ont manifesté d'opposition à ce que la Grande-Bretagne négocie son entrée dans le Marché commun. Nous nous préoccupons de leurs intérêts. Il n'y a pas de problème en ce qui concerne la laine d'Australie. Le cas de la Nouvelle-Zélande est en effet plus difficile. Mais la réglementation des produits laitiers étant entrée en vigueur à l'intérieur du Marché commun, il est maintenant possible de concevoir un régime particulier pour la Nouvelle-Zélande.

DANS notre prochain numéro, nous rendrons compte de la très intéressante « table ronde » sur l'avenir économique de l'Europe qu'a animée à Caux M. Jean Rey. Ont participé également à ce débat M. de Precigout, président de l'Union textile française ; M. Robert Carmichael, président de l'industrie du Jute en France ; M. Robert Momm, industriel en Bavière ; M. K. Hochstrasser, président d'une grande chaîne de coopératives suisses ; M. John Craig, directeur d'une aciérie en Ecosse, et d'autres personnalités.

Un concours à faire en société

Vous souvenez-vous de 1966 ?

Pendant cette année :

- 1 Quels sont les événements qui ont le plus marqué le monde ?
- 2 Quels sont les pays qui ont acquis leur indépendance ?
- 3 Quels ont été les principaux coups d'Etat ?
- 4 Quelles furent les grèves les plus longues ?
- 5 Quels chefs d'Etat ou de gouvernement sont morts ?
- 6 Quels sont les événements encourageants ?

(Réponses en dernière page)



Où va l'Amérique latine ?

par l'Ambassadeur Raúl Migone

Parlant à Caux le 27 décembre, l'ambassadeur Migone a brossé un tableau d'ensemble de la situation dans le vaste continent latino-américain. Cet exposé nous a paru d'un tel intérêt que nous en publions ci-dessous les passages essentiels. La seconde partie paraîtra dans le prochain numéro.

AL'ÉNORME potentiel de la coopération internationale, a déclaré tout d'abord l'ambassadeur, manque dans une large proportion un élément plus qualitatif que quantitatif, mais en tout cas décisif, une nouvelle dimension : l'éducation pour la Paix. Mais il ne faut pas oublier que la paix de la vie internationale ne constitue qu'une partie des aspirations de la vie : paix nationale, sociale, familiale, paix avec soi-même. Sans cette paix enracinée dans le cœur de l'homme, surtout quand ce dernier assume dans la société des fonctions dirigeantes, bien fragiles deviennent les traités, les constitutions, les lois et les accords.

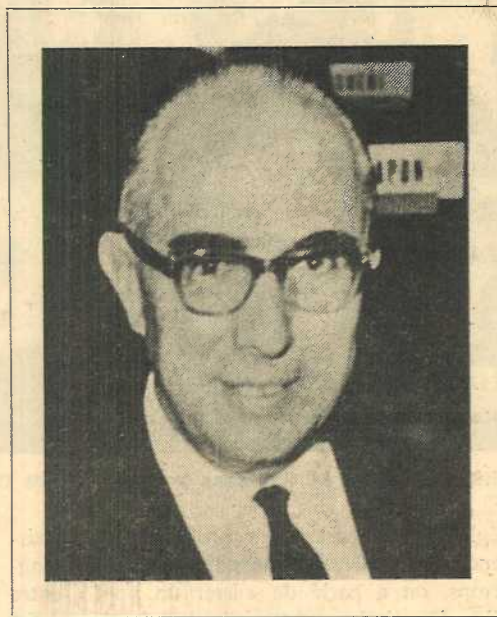
C'est pour cette raison que les dialogues comme celui de Caux, qui mettent au premier rang la puissance souveraine de l'Esprit, doivent se multiplier eux aussi.

Le Dr Migone analyse d'abord ce que l'Amérique latine représente dans le monde et les forces qui modèlent son destin. Il note en passant que son territoire couvre plus du double de la superficie totale de l'Europe, occidentale et orientale. Il souligne que le taux d'accroissement de la population y est le plus élevé du monde et que, de 230 millions d'habitants qu'on y compte actuellement, celle-ci atteindra en l'an 2000 presque la population de la Chine actuelle. Autre fait marquant : son agriculture, convenablement exploitée, pourrait nourrir dix fois plus d'habitants qu'aujourd'hui.

Regards vers l'Europe

Après avoir rappelé ce que l'Amérique latine doit à l'Europe occidentale, dont « l'empreinte séculaire » a été marquée d'abord par les Espagnols et les Portugais, mais aussi par les Italiens et des ressortissants d'autres pays, M. Migone souligne que les populations indigènes que trouvèrent les colonisateurs avaient atteint un niveau de civilisation élevé : en particulier les Aztèques au Mexique et les Incas au Pérou. Aujourd'hui, les Européens ont conservé un fort ascendant en Amérique latine ; cela amène le Dr Migone à constater que les liens qui unissent ce continent avec l'Occident sont « beaucoup plus puissants et étroits que ceux qui le rattachent, pour des raisons de stratégie d'ordre économique, au tiers monde, c'est-à-dire à l'Asie et à l'Afrique ».

Le revenu annuel moyen y atteint 200 dollars, contre 50 en Asie et en Afrique. Cela signifie, selon l'orateur, que l'Amérique latine pourrait assez rapidement, et avec des investissements relativement faibles, franchir la barrière du sous-développement, située environ à 500 dollars de revenu par habitant. « Elle pourrait rapidement cesser d'être une charge financière pour les pays industriels et s'associer positivement à la solution des graves problèmes que posent à l'Occident un continent où il y a tant à faire comme l'Afrique, et un continent où il y a tant à refaire comme l'Asie. »



M. Raúl Migone, ambassadeur, représentant permanent de l'Organisation des Etats américains en Europe.

Abordant le plan politique, le Dr Migone affirme que « les caractéristiques démographiques et culturelles de l'Amérique latine lui donnent une sensibilité et une instabilité particulières face aux problèmes d'un développement qui, dû à la natalité galopante, se trouve à un point mort et se traduit souvent par une augmentation minime du bien-être. C'est pourquoi le désir et la nervosité des masses sont plus grands en Amérique latine que dans d'autres pays en voie de développement et créent une situation politique plus explosive. Ces facteurs en font le point le plus vulnérable de l'Occident, son talon d'Achille ».

L'Amérique latine a besoin d'aide extérieure ; le Dr Migone souligne que cette aide, tout en donnant une priorité à la lutte contre la faim, la maladie et l'ignorance, doit être conçue de façon à avoir un effet multiplicateur pour le développement de ce continent.

Quels sont les obstacles au développement ?

L'orateur en énumère plusieurs : monoculture, méthodes surannées de production, de transport et de commercialisation, fluctuations des prix des matières premières, mauvaise répartition des terres, bas niveau de l'éducation des masses ; hypertrophie administrative de l'appareil gouvernemental ; mauvaise organisation de la sécurité sociale, généralement en faillite ; excès d'un syndicalisme peu responsable ; absence d'une saine politique des revenus et des prix. Tous ces facteurs déterminent un processus chronique d'inflation galopante.

« Cet état de choses, poursuit-il, est sensiblement aggravé par la petitesse générale des marchés nationaux latino-américains et par une absence presque totale de commerce entre les pays d'Amérique latine eux-mêmes, qui ont dû orienter leur processus économique vers les grands marchés mondiaux d'outre-mer, sans pouvoir se préoccuper, pendant de nombreuses

années, de la possibilité d'une coordination économique progressive qui permettrait leur intégration finale. »

Il y a cependant quelques signes encourageants, dont le plus réussi, bien que de dimensions réduites, est celui du marché commun des pays d'Amérique centrale. Cependant, la totalité des pays économiquement plus développés font partie de la zone latino-américaine de libre-échange (ALALC). Or, le commerce entre ces pays y est encore beaucoup trop modeste. Le Dr Migone cite à cet égard le cas du pays qui a les communications les plus faciles avec ses voisins, et dont le commerce au sein de l'ALALC est le plus considérable : l'Argentine. Celui-ci ne représente pour elle qu'un peu plus du 10% de son commerce extérieur total. « Il est reconnu, déclare le Dr Migone, que ce n'est que par une impulsion politique vigoureuse — et par le concours coordonné des Etats-Unis et de l'Europe occidentale — qu'il sera possible de franchir cette étape initiale, qui commence à devenir longue, afin de créer des conditions nouvelles et donner une impulsion beaucoup plus intense aux échanges régionaux. »

Parlant de l'Alliance pour le Progrès, l'orateur note qu'elle a accompli en cinq ans « un travail beaucoup plus considérable qu'on ne le réalise ». « Il faut reconnaître cependant, ajoute-t-il, que cette entreprise n'a pas encore été à la hauteur des besoins grandissants de l'Amérique latine. Il n'en reste pas moins que le comité interaméricain de l'Alliance pour le Progrès est à l'origine de progrès décisifs de la planification et de l'autodiscipline économique et financière qui faciliteront dans une grande mesure la restructuration économique de l'Amérique latine. »

Il est certain, en tout cas, qu'une intégration donnerait à la fois bien plus de poids à l'Amérique latine dans les négociations internationales, soit au sein de l'UNCTAD et du GATT, soit lors de négociations bilatérales avec d'autres pays industrialisés.



Protégez vous-même votre santé

Les prof. Scheuier et V. Noorlen, savants mondialement connus et spécialistes en vitaminologie, recommandaient l'usage quotidien de la levure en poudre. Ils faisaient mieux ; ils mettaient une terrine de levure en poudre sur la table, à chaque repas. Tous les membres de la famille pouvaient y puiser à leur gré et saupoudrer leurs aliments. Ils avaient constaté que leur santé n'avait jamais été aussi bonne. La levure en poudre Bévita, agréable au goût, augmente la qualité gustative des aliments et les enrichit de vitamines B et de sels minéraux. Il faut imiter les deux savants ! Avec ou sans germes de blé, chez votre pharmacien, droguiste ou maison de spécialités alimentaires.

Bévita

S.A. DES PRODUITS BÉVITA, LAUSANNE

« Pouvez-vous apporter la paix à Calcutta ? »

demande à Gandhi
l'archevêque de la ville

Récemment, Rajmohan Gandhi et les jeunes qui luttent à ses côtés décidaient de porter leurs efforts sur Calcutta. Au lendemain de Noël, s'est tenue dans cette ville une conférence du Réarmement moral. A la veille des événements tragiques du 1^{er} janvier, au cours desquels des émeutes eurent lieu dans le stade, l'archevêque, Mgr Vincent Albert De Souza, recevait Gandhi et son équipe et leur adressait l'émouvant appel que nous publions ici.

Les Nations Unies tentent d'assurer la paix dans le monde sans ménager leur peine ni leurs efforts. Elles n'y ont pas réussi jusqu'à présent ; pourquoi ? Parce qu'elles ont laissé Dieu de côté ; elles veulent faire régner la justice et la paix, mais jamais dans notre monde on ne les obtiendra sans Dieu. C'est là la différence entre vous et les autres organismes qui luttent pour la paix.

Vous voulez inclure Dieu dans vos besoins quotidiennes et vous voulez donner Dieu aux hommes. Ce sera un travail de longue haleine. Vous avez à faire face à de terribles obstacles, mais vous êtes assurés du succès parce que vous avez Dieu avec vous.

Pouvez-vous apporter la paix à la ville de Calcutta ? Je vous demande, je vous supplie de répondre à cet appel désespéré au nom de

Calcutta, qui est en ce moment en proie à l'indiscipline, aux grèves et à l'agitation. Ce sera un travail terriblement dur, soyez-en sûrs. Mais il y a encore beaucoup de bonnes volontés à Calcutta ; il y a encore beaucoup de gens aimant Dieu qui répondront à votre appel, qui seront influencés par votre action et qui suivront votre exemple. Allez de l'avant ; il vous faudra peut-être des années, mais vous réussirez. Calcutta vous accueillera à bras ouverts.

Vous avez sacrifié les carrières qui s'ouvraient devant vous pour vous joindre à ce groupe afin de changer la face du monde. Vous faites des sacrifices énormes, vous les jeunes, hommes et femmes, garçons et filles, pour le bien de l'Inde. Je vous en félicite et souhaite que vos sacrifices portent des fruits. Je prie que Dieu bénisse vos efforts.

Kenya: trois ans d'indépendance

De notre correspondant à Nairobi

Il y a trois ans, au cours d'une des réceptions qui marquèrent l'accession à l'indépendance du Kenya, un journaliste occidental chevronné disait à qui voulait l'entendre que tout allait s'écrouler et que Russes et Chinois contrôlèrent sous peu presse, radio et télévision. A sa décharge, disons qu'il avait vu d'autres pays passer par ce même processus. Bientôt, il devait faire ses malles et quitter le pays en compagnie d'autres gens qui pensaient comme lui.

A la même réception, un journaliste, communiste celui-là, croyait pouvoir affirmer que le Kenya allait devenir un « laquais des impérialistes » et qu'une révolution s'ensuivrait. Ayant cherché à y organiser cette dernière, il fut expulsé du pays quelque temps plus tard. Les événements ont invalidé toutes les prévisions pessimistes : le Kenya n'est devenu ni une dictature marxiste, ni une « république de papa ». Après le départ des Anglais, la guerre tribale pas plus que la guerre raciale n'a éclaté et l'administration patiemment construite par les colonisateurs avant son africanisation ne s'est pas écroulée. Le Kenya n'est pas non plus devenu une base d'activités subversives contre d'autres pays africains.

Les dangers, pourtant, étaient là. Il serait vain de prétendre qu'ils soient entièrement conjurés. Pour les Kenyans de toutes les races, les deux fêtes de décembre qui marquent l'anniversaire de l'indépendance (Uhuru) et de la République (Jamhuri) ont été cette année l'occasion d'exprimer leur reconnaissance.

Peu de pays ont hérité de plus de problèmes compliqués et potentiellement explosifs que le Kenya. Pour s'en convaincre, il suffit d'en citer quelques-uns : propriété foncière, suites de la révolte des Mau-Mau, chômage (spécialement parmi les jeunes qui quittent l'école), disputes et rivalités entre syndicats, menaces des bandes armées somaliennes à la frontière, etc. Il faut ajouter l'écart considérable dans le niveau de vie des Européens et Asiatiques (4% de la population) et les indigènes africains (9 millions). Matériellement, le pays a accompli d'énormes progrès. Il y a un vrai « boom » dans la construction : routes, bâtiments, hôtels, bureaux. En 1966, les exportations du Kenya vers l'Angleterre ont augmenté de 2 millions de livres sterling, dépassant les 10 millions de livres.

81 000 touristes sont venus goûter aux aventures des safaris et admirer les beautés du pays. En 1965, il n'en était venu que 65 000. La production industrielle a augmenté et représente maintenant le 11% du produit national. C'est encore peu, mais c'est important.

On avait exprimé de nombreuses craintes au sujet du plan de redistribution des terres. En effet, 568 000 hectares ont été transférés, passant de propriétaires européens à des propriétaires africains. C'est le plus grand transfert de terres des temps modernes.

Malgré la grave sécheresse de l'an dernier et le manque de maïs (les Etats-Unis sont heureusement intervenus avec leurs stocks), les nouveaux fermiers africains ne s'en tirent généralement pas trop mal. Ils avaient fourni en 64-65 le 25% du lait des coopératives laitières du Kenya. L'an dernier, leur apport s'est élevé au 40% du total, soit 45 millions de kilos de lait. Depuis l'indépendance, le revenu moyen des fermiers africains a augmenté de 15%.

La stabilité et la croissance économique du Kenya sont dues tout d'abord à une appréciation réaliste de la situation. Des facteurs idéologiques aussi ont joué un rôle important. En effet, le président Kenyatta et son gouvernement ont développé certaines idées-force et donné des objectifs clairs à leur peuple. D'autres pays africains pourraient en tirer exemple et obtenir les mêmes résultats en les appliquant. Le cerveau moteur derrière les résultats de ces trois années d'indépendance n'est autre que le président lui-même. Sans ses indiscutables qualités de chef, le pays connaîtrait de sérieuses difficultés ; ce serait peut-être le chaos.

Que se passera-t-il après Kenyatta ?

Chaque fois qu'on parle du Kenya, dans n'importe quel pays du monde, on pose inévitablement la même question : « Que se passera-t-il après Kenyatta ? »

Des luttes tribales ou des rivalités de personnes pourraient détruire tout ce qui a été construit à force de courage et de volonté par des hommes de toutes races au cours des dernières années. Pourtant, l'équipe qui entoure aujourd'hui le président suscite la confiance. Les hommes jeunes qui en font partie pourront réussir, si on

leur donne des responsabilités et des missions bien précises. Parmi eux : Charles Njonjo, procureur de la République ; le Dr Mungai, ministre de la Défense ; Tom M'boya, ministre du Plan et du Développement économique, et l'ancien chef de l'opposition, Ronald Ngala, ministre des Coopératives.

S'il est certain qu'humainement chacun d'eux doit caresser l'ambition d'être un jour président, n'est-on pas en droit d'attendre aussi de ces hommes qu'ils fassent preuve de bon sens, de maturité d'esprit et du sens de l'Etat ? Ce ne serait pas la première fois au Kenya.

VERE JAMES.



Pourquoi

800 000 familles suisses accueillent-elles aimablement cet homme lorsqu'il se présente à leur porte ? Pour une raison très simple : on peut faire confiance au conseiller JUST, car

depuis 35 ans

JUST vous apporte la qualité à domicile

et vous pouvez essayer nos produits chez vous. Votre conseiller JUST est un collaborateur choisi, possédant une formation approfondie. Il est toujours correct, aimable, prêt à rendre service. Ses conseils sont appréciés de chacun. Il vous renseignera de façon très complète sur les soins de la peau et du corps comme sur l'entretien du ménage. Il mérite donc aussi votre confiance

L'homme au coup de chapeau poli
Annonce de JUST le bon produit !

Just



Fabrique de produits pour le ménage et les soins corporels
9428 Walzenhausen Tél. : 071 / 44 16 65

Les hommes de l'année 1966

Parmi les candidats que vous nous avez proposés, notre rédaction a choisi:

Dans le monde: Le Pape Paul VI

Après ses voyages historiques en Terre sainte, à Bombay et à New York, Paul VI a lancé cette année plusieurs appels pathétiques à l'humanité, que ce soit à propos de la faim qui règne dans le monde ou de la guerre au Vietnam. Ainsi que nous l'écrit un lecteur, « Paul VI a eu le courage de jeter son prestige dans la balance, même en sachant que cela avait peu de chances de la faire pencher du côté de la paix ». Puisse sa voix, claire et solennelle, être entendue !



Rirgier

En Suisse: L'équipe scientifique qui a découvert le médicament permettant de vaincre le fléau mondial de la bilharziose.

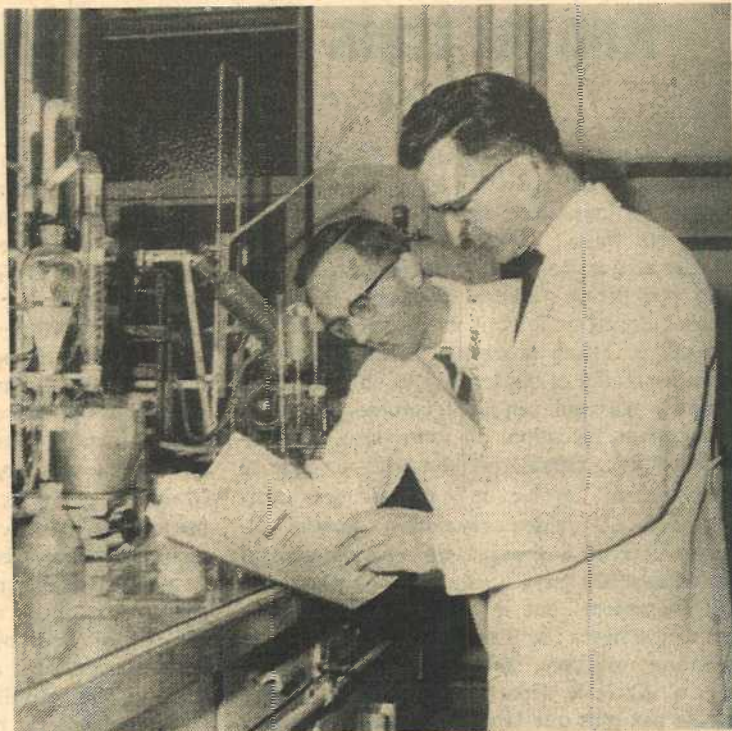
Après la malaria, la bilharziose est la plus grande endémie mondiale. Elle atteint au moins 200 millions d'hommes, dans les régions tropicales du globe, principalement celles des fleuves et des surfaces irriguées, rizières, etc. Elle ne tue pas, mais ses parasites, en pénétrant dans l'organisme humain, diminuent sa résistance d'au moins 50 % ouvrant ainsi la porte à d'autres infections qui peuvent être mortelles.

200 millions d'hommes à sauver... Une équipe de chercheurs suisses s'est attaquée à ce problème il y a cinq ans ; après un long et patient travail dans les laboratoires de la CIBA à Bâle, elle a mis au point une formule chimique qui détruit les vers de la bilharziose logés dans les vaisseaux sanguins. Un médicament a été expérimenté avec succès et pour la première fois dans l'histoire — on parle de cette maladie depuis l'Antiquité — une thérapeutique peut être appliquée pour amener une guérison totale.

Nous saluons donc le Dr Claude Lambert, de Neuchâtel, et ses collègues, le Dr Paul Schmjdt, de Bâle, le Dr Max Wilhelm, d'Argovie et le Dr Kardolfer, de Zurich, qui ont mené à bien cette longue et difficile entreprise.

A fin novembre, le Département politique fédéral a annoncé la conclusion d'un accord entre la Suisse et la République malgache pour l'éradication et la prévention de la bilharziose à grande échelle, s'appliquant à 10 000 bilharziens répartis sur 100 kilomètres carrés, dans une région particulièrement affectée de Madagascar. CIBA fournit gratuitement les médicaments, le gouvernement suisse se charge des frais du médecin-chef du projet et le gouvernement malgache, en collaboration avec l'Institut Pasteur, mettra à disposition le matériel scientifique et le personnel nécessaire.

N'est-ce pas l'une des meilleures contributions que la Suisse peut apporter à l'humanité ?



A gauche : M. Max Wilhelm, d'Argovie, docteur en chimie de l'Ecole polytechnique de Zurich, s'est consacré depuis des années aux recherches chimiques dans le domaine pharmaceutique ; c'est lui qui a mis au point le remède « Ambilhar » contre la bilharziose.

A droite : le Dr Claude Lambert, médecin-chef de l'Hôpital de Lubudi au Congo pendant cinq ans, a réussi les essais chimio-thérapeutiques et cliniques du remède contre cette maladie.

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions

Théâtre et Films de Caux S.A.

Rédaction, administration, publicité :
9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82, CCP 10-25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—

Autres pays Fr. 18.—

**France : 20 F, à verser par mandat
de versement international**

Abonnements de soutien :
Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu

Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S.A., Montreux

Réponses aux questions "Vous souvenez-vous de 1966"

1 Le départ de la France de l'OTAN.

La révolution culturelle en Chine.

La guerre au Vietnam.

L'affaire de Rhodésie.

Le voyage du général de Gaulle en URSS.

2 Barbade.

Botswana.

Guyane britannique.

Lesotho.

Malte.

3 Nigeria.

Ghana.

Argentine.

Burundi.

4 Grève des typographes des journaux de New York - 127 jours.

Grève des marins britanniques - 145 jours.

Grève des mécaniciens des compagnies d'aviation aux Etats-Unis - 44 jours.

5 Lal Bahadur Shastri - Inde.

Sir Abubakar Tafewa Balewa - Nigeria.

Maréchal Aref - Irak.

Dr Verwoerd - Afrique du Sud.

6 Vatican - la rencontre entre le pape Paul VI et l'archevêque de Canterbury.

L'accord entre l'URSS et la compagnie Fiat.

L'accord sur « l'Europe verte » entre les Six du Marché commun.

La découverte de gaz et de pétrole dans la mer du Nord.

Le traité entre l'Indonésie et la Malaisie.

Le gouvernement de coalition en Allemagne.